EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 26 juin 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Catherine PILA - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Roland GIBERTI représenté par Patrick GHIGONETTO - Didier REAULT représenté par David GALTIER - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON - David YTIER représenté par Pascal MONTECOT.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Serge PEROTTINO - Henri PONS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-009-18033/25/BM

■ Approbation d'un accord de médiation avec la Ville de Marseille - Titres de recettes relatifs à des événements organisés dans l'enceinte du Vieux Port 131404

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Situé au cœur de la Ville de Marseille, le Vieux Port représente un espace nautique renommé dans le monde maritime et un haut lieu touristique. Avec la décentralisation, la gestion du Vieux Port a été transférée par l'Etat à la Ville en 1984 puis à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi la gestion du Vieux Port: Dans ce cadre, elle délivre les autorisations d'occupation sur le domaine public maritime notamment au bénéfice de la ville de Marseille pour l'organisation d'événements.

En 2024, la Ville a contesté devant le Tribunal administratif de Marseille six titres de recettes relatifs à la redevance d'occupation du domaine public maritime à percevoir par la Métropole lors de l'organisation en 2023 de divers événements sur le Vieux Port.

A l'exception du Village Rugby, il s'agit d'événements organisés par la Ville de manière récurrente et qui contribuent à l'animation du Vieux Port sans générer de recettes directes ou indirectes au profit de la Ville.

A la suite de l'introduction de ces recours, le Tribunal a proposé à la Ville et à la Métropole d'entrer en médiation. Dans ce cadre, la Ville et la Métropole sont parvenus à un accord soumis à l'approbation de leurs instances délibérantes.

Aux termes de cet accord, la Ville s'engage à se désister des recours formés contre les six titres de recettes litigieux.

Cet accord définit par ailleurs de nouvelles modalités de détermination de la redevance d'occupation du domaine public maritime pour certains événements dans un périmètre du Vieux Port délimité en annexe à cet accord. Ces événements sont ceux organisés exclusivement par la Ville et qui contribuent à l'animation du Vieux Port sans générer de recettes au profit de la Ville et énumérés dans une liste en annexe à cette convention. Cette liste peut être amenée à évoluer avec l'accord de la Ville et de la Métropole, dans les conditions définies par l'accord.

Il est donc convenu entre les parties qu'une modification de la délibération tarifaire sera soumise au Conseil de la Métropole après avis des conseils portuaires.

Dans le cadre de l'accord de médiation, le montant des titres à percevoir sera de 55 982,32 euros toutes taxes comprises pour l'ensemble des événements ayant fait l'objet des titres de recettes en litige, à l'exception du Village Rugby.

Cet accord définit par ailleurs les modalités d'organisation d'événements dans le périmètre du Vieux Port défini en annexe, ces modalités témoignant de la volonté de la Métropole de faciliter l'organisation d'événements par la Ville ou en lien avec la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Justice Administrative ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2010 portant approbation du procès-verbal d'ajustement de la limite du Domaine Public Maritime sur le Vieux Port de Marseille ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TCM-007-17128/24/CM du Conseil de la Métropole du 5 décembre 2024 - Approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime (DPM), tarifs et prestations annexes des ports métropolitains pour l'année 2025 ;
- Les instances n°2405174, 2405175, 2406489, 2406490, 2410276 et 2410278 devant le Tribunal administratif et les ordonnances de désignation du médiateur en date du 19 août et 5 novembre 2024.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur

Considérant

- La volonté de la Métropole de faciliter l'organisation d'événements par la Ville ou en lien avec la Ville dans l'enceinte du Vieux Port ;
- Que la Ville et la Métropole, soucieuses de trouver une solution amiable à leurs différends, ont convenu d'y mettre fin dans le cadre d'un accord de médiation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure d'accord de médiation avec la Ville de Marseille.

Article 2 :

Est approuvé l'accord de médiation ci-annexé avec la Ville de Marseille, par lequel la Ville s'engage à se désister des six recours formés contre les titres de recettes relatifs à divers événements organisés dans l'enceinte du Vieux Port, la Métropole s'engageant pour sa part à faciliter la tenue des événements organisés par la Ville ou en lien avec la Ville au sein du Vieux Port, à réduire le montant des titres de recettes en litige dans les conditions définies par cet accord, à déterminer le montant de la redevance d'occupation du domaine public maritime pour les titres de recettes à émettre dans ces mêmes conditions et à adopter une nouvelle délibération tarifaire d'ici fin 2025.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet accord de médiation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Mer - Littoral,
Cycle de l'Eau - GEMAPI
Ports

Didier REAULT